



Les parlementaires de la CEDEAO chez le Président du Faso Page 6

Commémoration de la Journée Internationale de lutte contre le SIDA à l'EST page 2.

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°229 du lundi 5 décembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 14.
- **Activités du gouvernement.** P. 6

ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Le NDI fait le point au Président du Faso des réflexions sur les questions sécuritaires dans le Sahel

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



La délégation du NDI reçu par le Président du Faso.



Célébration des 10 ans de l'Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya

Les 03 et 04 décembre 2016





COMMEMORATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA A L'EST

Région de L'EST



L'assistance.

« Que chacun comprenne que son effort est important pour atteindre l'objectif de 2030 », a dit le gouverneur. **Agir pour mettre fin au sida : accroître les services de conseil dépistage et l'accès au traitement ARV, c'est sous ce thème que la région de l'Est à l'instar des autres du pays a célébré ce 1^{er} décembre 2016 la vingt neuvième journée internationale de lutte contre le SIDA. C'est la place des martyrs qui a servi de cadre à cette commémoration présidée par le gouverneur de la région Ousmane TRAORE, président régional du conseil national de lutte contre le Sida.**

Zéro infection à l'horizon 2030, c'est l'objectif fixé par les autorités burkinabé au cours de cette journée internationale de lutte contre le VIH sida .Un objectif loin d'être atteint si on sait que ce sont au total 76 personnes qui ont été atteintes du VIH sida au cours de l'année 2015 dans la région de l'Est. Une recrudescence qui interpelle tous les acteurs à redoubler d'efforts et d'ardeurs d'où l'appel du premier responsable en charge de la lutte dans la région, le gouverneur Ousmane TRAORE.

Dans son allocution, il a indiqué que dans la cadre de l'atteinte de ces objectifs, une stratégie est développée

mais qui devrait être adaptée au plan régional parce que le risque d'une région à une autre peut varier car les actions peuvent varier. Le taux de prévalence est de 0,4% dans la région de l'Est-ce taux peut être positivement apprécié par rapport aux efforts déjà consentis. Cependant, il ressort que certaines couches sociales, certains corps socio-professionnels sont encore à risque, qui sont encore douloureusement affectées. « *Ce sont notamment les transporteurs, les détenus, les travailleuses du sexe* », a reconnu le président du conseil régional de lutte contre le SIDA. Selon lui, pour venir à bout de ce fléau plusieurs actions doivent être menées

La suite à la page 3.



La suite de la page 2.



Les participants.

envers ces couches vulnérables « nous comptons développer des stratégies de sensibilisation vis à, vis de ces catégories de citoyens » a-t-il ajouté.

Le gouverneur de la région de l'Est estime que la solidarité entre les habitants de la région et du reste du monde peut aider à combattre le mal du siècle, « notre stratégie pour sa mise en œuvre nécessite que chacun comprenne que sa solidarité est nécessaire pour arrêter la pandémie du VIH avant qu'il ne rentre chez toi. La solidarité que nous demandons n'est pas seulement financière, elle est aussi sociale et matérielle. Que chacun comprenne que son effort est important pour atteindre l'objectif de 2030 »

A toutes ces inquiétudes et appels,

des difficultés en matière de lutte contre le SIDA persistent dans le région de l'Est, ce sont entre autres la faible couverture du dépistage, l'insuffisance des moyens pour booster la réponse communautaire et l'insuffisance du personnel et équipements dans les formations sanitaires de la région pour la prise en charge de PPVVIH. Le taux de la prévalence est passé de 0,7 en 2011 à 0, 4 en 2014 dans la région de l'Est.

D.I.S. SC INFOS



CADRE DE CONCERTATION SUR LE FONCIER RURAL A DIABO DANS LE GOURMA

Région de l'EST



Le présidium.

« Sécourisation foncière en milieu rural : Acquis, insuffisances, perspectives pour les collectivités territoriales et les acteurs clés », c'est autour de cette thématique que les conseillers municipaux, les CVD et les agents des services déconcentrés de l'Etat ont échangé. La rencontre a eu lieu dans la commune de Diabo à une cinquantaine de kilomètre du chef-lieu de la province. Cette cérémonie est présidée par le maire de la commune Ousmane BOLY.

La sécurisation foncière en milieu rural passe par la connaissance et l'appropriation des textes y relatifs.

C'est fort de cette conviction que la mairie de Diabo a invité les différents acteurs du domaine autour d'une même table. Ce cadre de concertation a permis aux participants d'échanger sur la loi portant régime foncier rural et ses décrets d'application. « *En tant qu'exploitant de ces ressources naturelles notamment la terre, il est bon que chacun sache quels sont ses droits et devoirs vis-à-vis de la législation de notre pays sur ces ressources naturelles et à cette terre. S'ils savent comment être sécurisé pour mieux produire sur leurs terres, cela est déjà un acquis majeur* » a dit François LOURE de la Direction Générale du Foncier, de la formation

et de l'Organisation du Monde Rural(DGFOMR).

La rencontre est appréciée par les participants car les connaissances acquises leur permettront de faire face à certaines préoccupations

récurrentes. « *C'est une bonne initiative dans la mesure où beaucoup de producteurs ignorent la loi relative au foncier rural. Ces exposés ont permis aux uns et aux autres de se familiariser avec ces textes et d'apprendre beaucoup pour être encore plus actif sur le terrain à déclarer Abdouramane ZOETENGA producteur à Diabo* »

La suite à la page 5



ACTU REGION

La suite de la page 4



Les participants.

Ils étaient au total 170 participants composés de conseillers municipaux, CVD et d'agents des services déconcentrés de l'Etat. Cette concertation aura eu le mérite de poser des jalons pour la mise service du foncier rural dans la commune

de Diabo. Cette commune située à 50km de Fada N'Gourma chef-lieu de la province couvre une superficie de 656km² avec 64 villages pour une population estimée à 43021 habitants selon le RGPH 2006.

D.I.S. SC INFOS



l'assistance.



Le NDI fait le point au Président du Faso des réflexions sur les questions sécuritaires dans le Sahel

Région du Centre



Christopher FOMUNYOH en audience le Président Roch Marc Christian KABORE.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience Monsieur Christopher FOMUNYOH, Directeur régional pour l'Afrique au « National democratic institute for international affairs » (NDI), dans la matinée du jeudi 1er décembre 2016.

Selon Monsieur FOMUNYOH, cet entretien avec le Président Roch Marc Christian KABORE a porté sur le forum sécuritaire, organisé par le NDI. « Nous sommes depuis trois jours en train d'abriter un forum de très haut niveau sur les questions de

sécurité dans le Sahel. Un forum dans lequel participe les députés membres de la Commission de défense et de sécurité des Assemblées nationales du Burkina Faso, du Mali et Niger. Dans ces différentes délégations, nous avons aussi des représentants des services de sécurité, des officiers supérieurs des trois pays, comme des représentants des organisations de la société civile », a-t-il laissé entendre.

Monsieur Christopher FOMUNYOH a expliqué qu'il était important pour le NDI de rendre compte au Président du Faso de cette activité. Par ailleurs, il dit avoir saisi l'occasion

pour s'enquérir du « processus de consolidation de la démocratie au Burkina Faso depuis l'élection du Président Roch Marc Christian KABORE à la magistrature suprême ». Il a révélé que le chef de l'Etat et le NDI ont la même vision sécuritaire. En effet, les problèmes de « sécurité ne peuvent plus se gérer uniquement sur le plan national parce que les vulnérabilités auxquelles les pays du Sahel font face sont de nature sous régionale. Les frontières sont très poreuses et les mauvais acteurs traversent assez facilement d'un pays à l'autre ; donc il y a besoin d'une solidarité régionale pour

La suite à la page 7.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT



La délégation du NDI en audience avec le Président du Faso.

combattre ces nouvelles menaces ».

Christopher FOMUNYOH a par ailleurs affirmé que le Président du Faso a beaucoup apprécié cette initiative du NDI de rassembler les différentes personnalités des trois pays. « Il nous a informés des dispositions qu'ils ont déjà prises pour faciliter la collaboration des services de sécurité des trois pays. Et il a souhaité plein succès dans cette démarche en espérant que d'autres pays du G7 Sahel se joindront à la réflexion pour que tous puissent mutualiser les efforts et travailler ensemble », a conclu Monsieur FOMUNYOH.

**La Direction de la Communication de
la Présidence du Faso**



Christopher FOMUNYOH reçu par le Président Roch Marc Christian KABORE.



Des parlementaires de la CEDEAO rendent compte des résultats de leurs assises sur le tarif extérieur commun au Président du Faso



Les parlementaires de la CEDEAO recus par le Président du Faso.

Des parlementaires de la CEDEAO rendent compte des résultats de leurs assises sur le tarif extérieur commun au Président du Faso

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience, le jeudi 1er décembre 2016, une forte délégation du Parlement de la CEDEAO conduite par son président, Monsieur

Moustapha CISSE LO. La délégation a été introduite auprès du chef de l'Etat par le président de l'Assemblée nationale du Burkina, Monsieur Salifou DIALLO.

A l'issue de l'audience, Monsieur Moustapha CISSE LO a confié à la presse que la délégation qu'il a conduite est venue rendre compte au Président du Faso des résultats de leurs travaux. « Nous avons échangé sur des problématiques relatives au

tarif extérieur commun et à sa mise en œuvre. Il y a dix (10) Etats qui sont en train d'appliquer ce tarif extérieur commun de la CEDEAO. En 2017, nous pensons pouvoir capter quatre (4) Etats et il restera le Cap vert. Le tarif extérieur commun a un impact sur l'économie de nos Etats. C'est un maillon essentiel de l'intégration économique à travers l'harmonisation des politiques économiques par le biais des droits de porte d'entrée et de sortie dans l'espace de la

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.



Moustapha CISSE LO saluant le Président du Faso.

CEDEAO », a indiqué le président du Parlement de la CEDEAO. « Nous voulons aller vers ce qu'on appelle un marché commun pour la CEDEAO. Ceci constitue une étape décisive vers l'intégration des peuples. Si nous favorisons le commerce intrarégional, si nous favorisons la libre circulation des personnes et des biens, je pense que l'intégration devrait être un processus réussi. Les égoïsmes nationaux, les querelles de leadership, si toutes ces choses sont exclues de ce processus, nous parviendrons à l'intégration au sein de notre espace

communautaire », a poursuivi Monsieur Moustapha CISSE LO.

Pour parvenir à cette intégration économique, il a promis « d'examiner les recommandations et les conclusions des travaux à Abuja en février 2017 » afin d'en faire « une note aux Etats c'est-à-dire aux présidents des assemblées ainsi qu'aux chefs d'Etat et de gouvernement ». « Nous félicitons les députés du Burkina Faso qui ont réussi à faire une parfaite organisation de ces

assises. C'est le lieu ici de remercier le peuple du Burkina Faso, à travers Son Excellence Monsieur le Président du Faso. Nous remercions le président de l'Assemblée nationale burkinabè qui nous a fait l'honneur de présider ces assises sur le tarif extérieur commun au sein de la CEDEAO », a conclu Monsieur Moustapha CISSE LO.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



MENA : Jean-Martin COULIBALY à l'écoute des proviseurs



Le présidium..

Le ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation, Jean Martin Coulibaly a présidé le mardi 29 novembre 2016 à Ouagadougou, une rencontre d'échanges avec les coordinateurs des chefs d'établissements venus des 13 régions du Burkina.

Le ministre en charge de l'éducation a voulu profiter de cette rencontre d'échanges pour encourager et féliciter l'ensemble des chefs d'établissements pour leurs efforts

continus à assurer le rayonnement des établissements à eux confiés. A cet effet, il a bien voulu leur communiquer de vive voix la batterie de mesures et d'initiatives qui ont été prises dans le sens d'améliorer les conditions d'ensemble de travail des acteurs. Il s'agit entre autres de la relecture de l'organigramme du ministère, du projet de création très avancé du corps des chefs d'établissements, de l'augmentation de l'enveloppe financière allouée à l'acquisition de la matière d'œuvre et la simplification

des procédures de décaissement, et les efforts de l'Etat en vue d'équiper et de normaliser certains établissements à travers la réalisations de certaines infrastructures complémentaires.

Les représentants des chefs d'établissement à travers l'intervention du proviseur du lycée Philippe Zinda Kaboré, Boureima Traoré ont salué l'approche et se sont réjouis de savoir que le premier responsable porte leurs préoccupations au premier plan,

La suite à la page 11.



toutes choses qui les motivent dans l'exercice de leurs fonctions. Toutefois, les proviseurs ont énuméré d'autres difficultés qu'ils rencontrent dans les établissements. Il s'agit entre autres de l'organisation des examens blancs, le reversement de 25% des cotisations APE à l'Etat, la gestion des crédits délégués et le mois de décembre avec son cortège de manifestations scolaires. Après avoir échangé avec les proviseurs sur tous ces sujets, le ministre a donné des instructions et orientations à même d'améliorer le climat de travail dans les établissements.

DCPM/MENA



La salle polyvalente de Kaya en image.



MENA : Jean-Martin Coulibaly reçoit le SYNAPEB-B



Photo de famille.

Le ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Jean Martin Coulibaly, a reçu en audience le lundi 28 novembre 2016 à Ouagadougou, le Syndicat national des personnels des enseignements préscolaire, primaire et post-primaire du Burkina (SYNAPEP-B). L'occasion pour les responsables du nouveau syndicat de prendre non seulement contact avec le premier responsable du département mais aussi d'évoquer les ambitions de leur structure.

A travers cette audience, la nouvelle structure et 18^{ème} syndicat de

l'Éducation a mis à profit cette opportunité pour se faire connaître des plus hautes autorités du ministère. Jérôme KABORE, secrétaire général du SYNAPEP-B, a tenu à préciser que sa structure, loin d'être de trop a pour ambition de réunir, de rassembler les personnels de l'Éducation en une famille unique pour plus de cohésion et de synergie dans l'action.

Aux termes de la présentation du SYNAPEP-B, le ministre Jean-Martin Coulibaly s'est réjoui de l'approche novatrice du SYNAPEP-B qui intègre non seulement la vision holistique du

système éducatif mais aussi le genre à travers la responsabilisation plus accrue des femmes en son sein. Aussi, les a-t-il félicités pour leur initiative et pour les activités de formation déjà menées sur le terrain. Tout en leur rappelant le rôle de tout syndicat, le ministre a rassuré ses hôtes de sa disponibilité constante à travailler avec eux dans la réalisation d'une éducation de qualité pour tous.

DCPM/MENA



ANNONCES



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (UCAO)
ECOLE SUPERIEURE POLYTECHNIQUE DE KAYA (ESPK)



A l'occasion de la clôture des activités de son

10^e
2006 - 2016
Anniversaire

l'Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK) organise :

Samedi 03 décembre 2016

Journée Portes Ouvertes

Sous le parrainage de M^{me} le Gouverneur de la Région du Centre Nord

A partir de 8H30 :

▶ **- Panel sur la Thématique du Développement Durable.**

4 sous-thèmes seront abordés :

- ★ **L'économie verte,**
- ★ **Les énergies renouvelables,**
- ★ **La construction en matériaux locaux,**
- ★ **La gestion des ressources en eau.**

▶ **- Exposition de :**

Produits et Réalisations d'Entreprises : ZI MATERIAUX, SIN MAVICO, LEGRAND, LN8TP, CARRURE, CCVA, BTI, YAM INTERNATIONAL, SAAT,

Mini projets des étudiants de l'ESPK : GC - GEII - GHR, FC/MGC

▶ **- Kermesse :**

Boissons, jus, plats de diverses cultures, Grillades, jeux divers.

A partir de 20H00 : Nuit culturelle

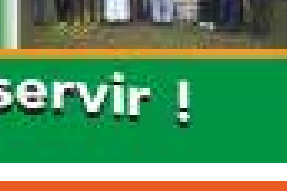
Dimanche 04 décembre 2016

▶ **- 9h30 : MESSE D'ACTION DE GRACES**

▶ **- 12h00 : KERMESSSE**

▶ **- 16h00 : MATCH DE FOOTBALL**

Remerciements : • Conférence Episcopale Burkina Niger • Catholic Relief Service • Caisse Nationale de Sécurité Sociale • Economat diocésain Kaya • OCADES Kaya • Radio Notre-Dame Kaya • Direction diocésaine de l'enseignement catholique Kaya • Banque Of Africa • Clinique Notre de la Paix



L'ESPK : l'excellence pour mieux servir !



Avis de recrutement

**POSTE : Administrateur/trice
Algérie National à temps complet**

Description

Bref descriptif du poste (tâches, activités)

1/ Gestion comptable et financière de la mission

Assiste, en lien et avec l'appui de l'équipe finance Maghreb, les différents Chefs de Projets de la mission Algérie à la construction et au suivi des différents budgets internes et bailleurs ;

Assure le suivi financier des différents partenaires (projets et prestataires) tout au long de la durée des contrats ;

Prépare et transmet mensuellement le prévisionnel de trésorerie de la mission ;

Assure la conformité des procédures d'engagement des dépenses à tous les stades et niveaux d'acteurs concernés (visa des responsables, plafond d'autorisation, mode et délais de règlement) ;

2/ Gestion administrative des ressources humaines

Rédige les contrats de travail.

Constitue et suit les dossiers du personnel, local et expatrié ;

Supervise la comptable dans la préparation de la paie du personnel national (calcul et paiement) et suivi des congés/absences ;

3/ Gestion du cadre juridique et respect de la législation

S'assure du respect des formalités exigées par les instances gouvernementales dans les délais requis.

Appuie les Chefs de Projet dans

l'écriture des conventions pour les partenariats projets ou les prestations et archive les conventions signées.

Prépare et archive les contrats d'assurance, de prestations de service et de location des locaux du programme.

4/ Organisation administrative et cadre de fonctionnement

Rédige et met à jour avec son responsable direct les écrits retraçant l'ensemble des procédures de fonctionnement et de gestion d'application en Algérie, dans le respect des cadres définis au niveau Régional. Il contribue activement à la définition de ces cadres régionaux comme à leur bonne connaissance et application par l'ensemble des équipes Handicap International en Algérie.

5/ Gestion logistique

Supervise le logisticien et coordonne le bon fonctionnement matériel et la gestion des biens du programme, dans le respect de la politique d'approvisionnement et des règles de gestion des biens de l'association définies par le siège régional.

Ville Alger

Profil Attendu :

Qualifications : Bac +4 minimum, en comptabilité, gestion, ou organisation du travail ou diplôme équivalent.

Expérience : 3 ans d'expérience sur un poste similaire ou sur un poste à gestion administrative et financière complexe. Expériences de travail en ONG appréciée.

Compétences : Très bonne maîtrise du pack Office et connaissance de la loi algérienne. Excellentes capacités rédactionnelles. Compétences

avérées ou potentielles en management, coordination et formation.

Handicap International ne procède à aucune discrimination à l'embauche et encourage vivement les personnes en situation de handicap à postuler.

Langues parlées

Français écrit et parlé. Arabe courant

Anglais un plus

Qualités : Forte capacité à encadrer, déléguer et organiser. Diplomatie, impartialité et capacité à prendre des initiatives. Flexibilité et adaptation.

Fonctions: Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités : Economie, Finance, Administration

Pays : Afrique, Algérie

Contrat CDD

Durée du contrat

CDD de droit algérien de 1 an renouvelable

Documents à envoyer

Composition du dossier de candidature –

Lettre de candidature, CV et trois références professionnelles.

Nom de la personne contact

Les dossiers complets seront adressés par email à l'adresse suivante sous la référence « HI ALG ADM 2016 » : contact.algerie@hi-maghreb.org avant le 15 décembre 2016

Email de la personne contact contact.algerie@hi-maghreb.org

Date de fin de validité 15/12/2016



Avis de recrutement

POSTE : Coordinateur général (M / F) - Tanzanie

Description

Depuis plus de 30 ans, Médecins du Monde, une organisation médicale campagne engagée à la solidarité internationale, a pris soin des populations les plus vulnérables à la maison et à l'étranger. Il a continué à mettre en évidence les obstacles qui existent dans l'accès aux soins de santé et a obtenu des améliorations durables dans les politiques de la santé pour tous. Ceux qui travaillent pour cette organisation indépendante ne dispensent pas uniquement les soins et le traitement, mais condamnent les violations de la dignité humaine et des droits et de lutter pour améliorer les choses pour les populations vivant dans des situations précaires. MdM travaille actuellement dans 44 pays sur tous les continents où il se concentre sur 4 domaines prioritaires : prendre soin de la santé des migrants et des personnes déplacées, la promotion de la santé sexuelle et reproductive, la réduction des méfaits associés à l'usage de drogues, les situations d'urgence et de crise.

MdM travaille en Tanzanie depuis 1992 sur des projets d'intervention contre le VIH / SIDA. Depuis 2010, MdM a mis en place un programme de réduction des méfaits dans Temeke District qui mettait l'accent sur la prévention du VIH et des infections transmissibles par le sang chez les personnes qui utilisent des drogues (PWUD). Programme MdM se concentre maintenant sur l'amélioration de l'accès aux services de réduction des PWUD à travers le pays grâce à sa formation et centre de ressources (TRC) qui fournissent une assistance technique aux partenaires. MdM a collaboré avec le ministère de la Santé, du

Développement communautaire, du genre, des personnes âgées et des enfants (MoHCDGE), Commission Tanzanie lutte contre le SIDA (TACAIDS), le conseil municipal de Temeke et avec les ONG locales et réseau de personnes qui utilisent des drogues.

Le programme en Tanzanie fait partie de la stratégie de MdM pour diffuser les principes et les services de réduction des méfaits à travers l'Afrique avec focalisation actuelle sur l'Afrique orientale.

En 2017 l'intervention en Tanzanie se concentrera sur: A Drop In Centre (DIC) et des services de proximité offrant la prévention et l'accès au VIH, le VHB, le VHC et les IST tests / soins et le traitement et le système de référence, l'autonomisation des groupes et des réseaux de soutien d'entraide, campagnes de renforcement des capacités des acteurs locaux, nationaux et régionaux dans certaines régions de la Tanzanie, et de plaider / ateliers pour l'accès à l'amélioration de nuire à des services de réduction pour PWUD dans les régions les plus vulnérables de la Tanzanie.

TÂCHES ET RESPONSABILITÉS :

En tant que coordonnateur général, vous garantir la qualité globale du programme en cours à Dar es Salaam, mener l'échelle des efforts grâce à la diffusion d'un modèle de réduction des méfaits, le plaider et le renforcement des capacités des autres parties prenantes en Tanzanie (avec des entrées pour l'approche régionale). Vous serez le supérieur hiérarchique direct des coordinateurs coordinateur, coordinateur du

programme de réduction des méfaits et coordonnateur administratif), le gestionnaire de M & E et l'officier de liaison du partenaire.

Plus précisément, vous serez en charge de :

- La gestion de l'équipe de coordination :

Vous ferez décision de gestion collaborative

Vous serez responsable de la qualité des conditions de travail de l'ensemble de la mission

- La gestion du cycle Le projet, y compris les services de réduction des méfaits, la formation, centre de ressources et de plaider

- La gestion globale du service d'assistance

Vous superviserez la conformité des finances, des ressources humaines et des procédures logistiques aux règles et règlements MdM

Vous allez gérer de petites subventions et les efforts de renforcement des capacités (en matière de réduction des méfaits capacité technique et le développement organisationnel) des ONG locales partenaires et réseau de personnes qui utilisent des drogues

- La sécurité / sûreté des personnes et des biens de la mission

Vous superviserez et organiser la mise en œuvre des règles de sécurité et de veiller à ce que les règles sont appliquées. Vous passerez des informations à un agent de bureau régulièrement.

- Le respect de la collecte de fonds et les donateurs dans le domaine

Vous garantir la réalisation des objectifs du projet définis par les bailleurs de fonds est rempli et que

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

les obligations contractuelles soient respectées

- Le plaidoyer et les négociations avec les autorités nationales et d'autres parties prenantes clés (bailleurs de fonds, les ambassades, les agences de l'ONU)

- La communication avec le siège social de MDM

Vous serez responsable de la qualité des rapports sur les activités et veille au respect des procédures d'échange d'informations et de rapports.

CONDITIONS D'EMPLOI :

Statut : Employé

Contrat : Contrat à durée déterminée

Durée : 12 mois

Le poste est basé à Dar es Salam, avec des mouvements possibles sur le terrain

Affichage de la famille possible

COMPÉTENCES ET EXPÉRIENCE NÉCESSAIRES :

Forte expérience OING en tant que chef de mission / pays représentant une

Expérience solide dans la représentation, la négociation avec le gouvernement de haut niveau, des Nations Unies et des institutions internationales

Expérience dans la gestion de la réduction des méfaits, le VIH / SIDA et de l'hépatite C la prévention, les soins et les programmes de traitement

Expérience sur les programmes communautaires

Expérience dans la gestion interculturelle équipe

Motivation à travailler avec des partenaires locaux et le renforcement des capacités des partenaires multiculturels

Interpersonnel et les compétences diplomatiques, de

Bonnes aptitudes à la négociation et une vision stratégique de

Surveillance financière et la prévision des

Connaissances de suivi et d'évaluation de

Bonnes aptitudes verbales et écrites de

Bonnes compétences informatiques, y compris MS Word et Excel PPT

Connaissance des procédures des donateurs, en particulier français, Royaume - Uni, GF

Langues : Couramment anglais écrit et parlé est indispensable, le swahili est un plus, le français est un plus

Vous êtes engagé aux valeurs de Mdm en tant qu'organisation et motivé par sa non-statutaire, le modèle NFP.

APPLICATIONS DE TÉLÉPHONE NE SERONT PAS ADMIS

Médecins du Monde se réserve le droit de combler le poste vacant avant la date de clôture des candidatures.

Mdm se lève pour l'intégration des personnes handicapées et de lutte contre la discrimination.

Fonctions Co ordination, Gestion de projet, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités : Santé, Social

Pays : Afrique, Tanzanie

Contrat CDD

Postuler en ligne https://mdm.profilsearch.com/recrute/intranet/fo_annonce_voir.php?id=1799&idpartenaire=127

Date de fin de validité 25/02/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

POSTE : Directeur Pays (Directeur Programme) Burundi H/F

Description

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)

La Direction d'Action du Développement (DAD) **CONTEXTE** :

Rattaché à la Direction d'Action Développement, le programme est présent au Burundi depuis 1992. L'objectif général du programme est de favoriser l'accès aux services, l'insertion socio-économique, la promotion des droits ainsi qu'une meilleure représentation des personnes handicapées et/ou vulnérable au Burundi. Lors

du précédent Cadre opérationnel Pluriannuel (2012-1016) 4 axes d'intervention ont été identifiés :

Axe prévention du handicap et santé : 1 projet mis en œuvre dans trois provinces sur la santé maternelle et infantile (SMI). Financement DGD&USAID.

Axe Réadaptation : 1 projet mis en œuvre dans trois provinces. Financement DGD.

Axes services sociaux, économique, et accès à l'éducation, 3 projets mis en œuvre dans deux provinces (Education Inclusive, Insertion Economique et Protection de l'Enfant). Financement, DGD, UE, USAID, Coope Monégasque et AFD.

Axe appui à la société civile : 1 projet d'appui aux associations de personnes handicapées.

Depuis avril 2015 le pays traverse une crise politique sérieuse due à la réélection pour un troisième mandat du président sortant, alors que ce troisième mandat n'est pas prévu dans la constitution. Cette crise a entraîné une instabilité sécuritaire qui se manifeste surtout dans la capitale Bujumbura (existence d'une opposition localisées dans certains quartiers périphériques) mais aussi d'une manière moins significative dans les provinces et qui a forcé près de 200.000 personnes à fuir le pays vers les pays voisins (Rwanda et Tanzanie). Si dans un premier temps le programme a dû mettre en standby ses activités, depuis septembre 2015 les activités ont repris dans les provinces d'intervention.

VOTRE MISSION :

Basé(e) à Bujumbura, vous êtes sous le management direct du responsable

du Desk Afrique des Grands Lacs basé à Bruxelles. En tant que Directeur Programme Burundi, vos principaux objectifs sont :

Maintenir un bon niveau d'intervention opérationnel et développer la capacité financière du programme dans un contexte très volatile.

Maintenir un bon niveau de sécurité sur le programme, ce qui implique une bonne capacité d'adaptation et de flexibilité.

Démarrer en 2017 le processus d'élaboration d'un nouveau Cadre Opérationnel Pluriannuel.

Développer et intensifier les partenariats avec des autres ONG.

L'équipe est actuellement composée de 65 personnes, l'équipe de direction est composée de quatre personnes : le Coordinateur des Services Support, le Coordinateur Opérationnel, le coordinateur Urgences et le DP.

En tant que Directeur Programme vos principales responsabilités au sein de la mission sont :

Contribuer à la définition et mise à jour de la stratégie opérationnelle et diriger sa mise en œuvre

Direction de la politique RH

Direction de la stratégie financière

Analyse et gestion de la sécurité

Direction de la stratégie de communication

Représentation

S P E C I F I C I T E S / PARTICULARITES DU POSTES

La crise politique induit des

La suite à la page 18.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17.

répercussions sécuritaires sur le cadre de vie et de travail. Néanmoins il est possible de travailler et de se déplacer dans la capitale mais aussi dans le pays. Les conditions de vie sont bonnes mais pour le moment restreintes car assujetties au respect des consignes de sécurité établies. Ces consignes sont régulièrement révisées en fonction de l'évolution du contexte. Bujumbura est une petite capitale agréable, où l'on trouve le nécessaire, les paysages sont magnifiques et la proximité du lac Tanganyika permet de profiter des loisirs nautiques. Proximité avec le Rwanda (30 mn en avion).

Logement : possibilité de logement individuel avec participation financière de l'expatrié au loyer

Ville Bujumbura

Expériences / Formation du candidat

Vous avez :

Un diplôme d'études universitaires et/ou une expérience professionnelle équivalente

4 d'années d'expériences dans une fonction similaire et dans une organisation similaire.

Une solide expérience en gestion d'équipe

Une vision stratégique et une capacité à transformer les besoins identifiés en projets

Des connaissances et un intérêt pour les thématiques relatives au mandat de Handicap International

La capacité de mobiliser une équipe autour d'un programme donné, leadership

Vous maîtrisez :

La gestion de programme et de projet (maîtrise des outils d'ingénierie de projet, cycle de projet, cadre logique)

Le français et de l'anglais (écrit et parlé).

Une expérience précédente avec Handicap International ou dans la région/pays concerné est un atout

Langues parlées

Français et anglais courant (écrit/parlé)

Qualité du candidat

Vous êtes :

Structuré et organisé

Diplomate et avez des capacités de

négociation et de persuasion, sens des relations publiques

Fonctions : Encadrement, Direction

Activités Autre

Pays Afrique, Burundi

Contrat CDD

Durée du contrat

12 mois renouvelables

Salaire / Indemnité

Durée du contrat : 12 mois renouvelables

Statut salarié – à partir de 3270€ brut mensuel + per diem + prime de hardship

Logement individuel de fonction pris en charge par Handicap International (loyer + charge + gardiennage).

Possibilité de départ en couple mais pas en famille en raison de la situation sécuritaire actuelle

Postuler en ligne https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.php?id=1659&idpartenaire=130

Date de fin de validité 15/12/2016



Avis de recrutement

POSTE : RDC –
Représentant pays (H/F) – Kinshasa
Description
Date de prise de fonction souhaitée : janvier 2017
Durée de la mission : 12 mois
Localisation : Kinshasa avec déplacements terrain
Que faisons-nous en RDC ?
SI est présente depuis l'année 2000 en République Démocratique du Congo. La mission RDC regroupe 4 provinces : le Nord Kivu, le Sud Kivu,

le Katanga et la Province Orientale. Les actions actuelles de la mission s'articulent autour de 3 axes : la sécurité alimentaire, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et le RRMP (Programme de Réponse Rapide aux Mouvements de Population). Les missions RDC Sud-Ouest et Est ont fusionné à la rentrée 2016 afin de renforcer la cohérence de la stratégie pays grâce au travail d'une coordination unique basée à Goma (10 expatriés), qui appuie 6 bases opérationnelles (Bunia, Béni, Goma, Baraka, Kalémie

et Moba – 19 expatriés), et qui travaille en lien avec le bureau de représentation de Solidarites International en RDC basé à Kinshasa (1 expatrié). Le bureau de Kinshasa est composé d'un Représentant Pays, d'un admin/Log/agent de liaison, et d'un référent WASH.

C o n t e x t e
Depuis 1997, l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est le théâtre d'une grave crise humanitaire. Aujourd'hui, l'Est de la RDC se retrouve dans une phase critique où

La suite à la page 19.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18.

des événements comme la persistance des groupes armés et le manque de reprise des activités microéconomique menacent les progrès faits jusqu'alors. Les provinces du Nord et du Sud Kivu restent marquées par la présence de divers groupes politico-militaires qui mènent sporadiquement des opérations de guérilla, et par la récurrence des opérations menées par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) contre ces groupes. Ces facteurs d'insécurité persistants génèrent des crises humanitaires répétitives.

Les provinces du Tanganyika et du Haut Katanga connaissent des déplacements internes de population (ces déplacements sont consécutifs à la détérioration de la situation sécuritaire suite aux affrontements entre les FARDC et les groupes armés Maï Maï au centre de la province), mais aussi aux conflits entre Pygmées et Lubas. L'appropriation des ressources minières et le contrôle des routes de trafic constituent des enjeux de premier plan pour les diverses forces en présence. A noter que l'année 2016 est une année sensible au niveau politique car de nombreuses échéances électorales sont prévues, dans un contexte de fin d'éligibilité du Chef de l'Etat actuel.

De nombreuses perturbations, voire des crises humanitaires importantes sont donc à prévoir au cours des prochains mois. La veille et la gestion de la sécurité seront des volets très importants pour le Représentant pays en lien avec le chef de mission fin 2016 et en 2017.

Les enjeux du poste : Le représentant pays travaille en lien étroit avec le Desk et le chef de mission afin de représenter Solidarités International auprès des acteurs présents à Kinshasa : bailleurs, organismes de coordination humanitaires, partenaires, entités étatiques et autres.

Il a notamment un rôle clé dans la veille humanitaire et contextuelle, porte la stratégie opérationnelle de SI auprès des bailleurs potentiels, et

est moteur de la réflexion de fond sur les thématiques humanitaires et l'orientation à donner à notre action auprès des populations bénéficiaires. Il est en charge de la gestion de la base de Kinshasa et du personnel qui y travaille.

Expérience : Expérience significative à un poste de Chef de Mission Expérience en gestion et coordination des projets humanitaires Expérience d'intervention d'urgence en contexte sécuritaire tendu. Connaissance du contexte de la RDC et de ses nombreuses composantes (important au niveau des réunions de coordination à Kinshasa)

Expérience au sein d'une mission de Solidarités International est un plus Expérience des projets Wash et thématique cholera appréciée Savoir être :

Capacités d'organisation et d'encadrement des équipes Grande capacité de communication et proactivité sur le plaidoyer de SI (nombreuses réunions de coordination avec les chefs d'agences et autres bailleurs) Capacité d'analyse, de synthèse et rédactionnelle Dynamisme ++

Langues : Français et anglais (Consortium DFID) Comment postuler : Vous reconnaissez-vous dans cette description? Si oui, envoyez-nous votre CV et Lettre de Motivation en français.

Les candidatures contenant uniquement les CV ne seront pas considérées. Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension. SI vous offrira les conditions suivantes : Poste salarié : à partir de 2300 euros brut par mois, selon expérience, plus 10% de prime de congés payés versés mensuellement et Per Diem mensuel de 800 USD. Possibilité d'une prise en charge

famille, dont billet d'avion, participation logement, Per Diem conjoint et demi Per Diem par enfant. Solidarités International prend également en charge les frais d'hébergement ainsi que les frais de déplacements entre le pays d'origine de l'expatrié et le lieu de mission. Couverture sociale : L'expatrié bénéficie d'une couverture sociale de qualité permettant de couvrir tous les frais de santé et d'une prévoyance accident incluant les risques de guerre. Break : En cours de mission, une alternance travail – repos est assurée par des breaks prévus tous les trois mois. Sur la base d'une mission de 1 an, l'expatrié prendra un break d'une semaine à 3 et 9 mois de mission (avec une participation de 500 euros versée par Solidarités) ainsi qu'un break de 15 jours à 6 mois de mission (avec une prise en charge du billet d'avion aller et retour entre la mission et le lieu de résidence).

CONTACT : Mano GAUDIN, Chargée de recrutement et Suivi Fonctions A u t r e , Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste Activités A g r i c u l t u r e , Environnement, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Génie civil, Hydraulique

Postuler en ligne https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=18473
Date de fin de validité 31/12/2016



ANNONCES

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche Scientifique en Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantième du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT
Le « Prix CSRS - Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de CHF 10'000.- (dix mille francs suisses) pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/tes des scientifiques reconnus tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux de projet et avoir pris une part active à la conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en œuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié des travaux de recherche internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des Universités et Institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs candidatures pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises ci-dessus.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) comprend :

1. Les noms, adresses, téléphones et adresses électroniques détaillés de la proposition, resp. de l'équipe-candidate
2. Une description des réalisations scientifiques et la représentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/tes et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/tes
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/tes, resp. entre les candidat/tes partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/tes.

CRITERES DE SELECTION

- Le Prix sera attribué selon les critères suivants :
- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
 - la prise en compte de l'applicabilité et de l'impact des résultats pour le développement
 - l'engagement des candidat/tes dans la collaboration en partenariat
 - la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de :

Président :
Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :
Dr Willy Hebetler, directeur technique, Fédération de Médecine, Suisse Prof. Charles M'Noukoun, Directeur scientifique, UPR de Sciences Médicales de Bouaké, Prof. Francis Akpan, Sciences exactes, Université d'Abomey Calavi, Côte d'Ivoire, Prof. Roger Bessière, Bureau de la coopération Suisse, Suisse Prof. Prof. Emmanuel Fournier, président de la Fondation pour le CSRS, Prof. Michel Hédégou, directeur de recherche UPR/CSRS, Ouagadougou, Suisse Prof. Jörg Utzinger, directeur de l'Institut Tropical et de Santé Publique-Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAÏ DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET D'INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Douzermont-CP-45, 2652 Courbiville
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@frc.ch



Adresse de la Commission de Sélection

**CSRS
Conseil de Fondation**
Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

26 11 2016 AU 3 12 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	MARTIN	22625508459
AMARO	22625343328	METEBA	22625335333
AR RAHMA	22625350986	NAYYIRA	22625481841
AUGUSTINE	22625376100	NEIMA	22625355682
BARK WENDE	22625408590	NEMADIS	22625373041
CITE AN	22625331966	PROGRES	22625430162
BOULMIOUGOU	22625431268	PROVIDENCE	22625318648
DAPOYA	22625313201	ROOD WOOKO	22625308890
DELWINDE	22625367280	SCHIFFEY	22625402742
FLAYIRI	22625407344	SIGRI	22625412148
FASO	22625381929	SUD	22625384282
HAMDALAYE	22625343694	TALBA	22625362225
HEERA	22625316610	TANKO	22625351557
JABNEEL	22625447870	UNIVERS	22625419965
JOURDAIN	22625360686	WATI	22625260053
KARPALA	22651292503	YOBI	22625311630
KOULOUBA	22625311918		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poïda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Ecole Supérieure de Commerce et d'Informatique de Gestion (GROUPE ESCO-IGES)

Membre de la Fondation universitaire Mercure/Bruxelles
1918, Boulevard MORO-NAABA ZOMBRE, 01 B.P. 5205 OUAGADOUGOU 01
Tél. : 25 34 39 15. E-mail : groupeescoiges@yahoo.fr - esco-iges@fasonet.bf
Etablissement d'Enseignement Supérieur agréé par l'Etat.
Lettre n° 2000/444 MESSRS du 16-05-00.

OFFRE EXCEPTIONNELLE DU GROUPE ESCO-IGES

Ecole supérieure de Commerce et d'Informatique de gestion (ESCO-IGES) : Inscrivez-vous à ESCO-IGES et bénéficiez d'une réduction de 25% de vos frais de formation.

Dans le cadre de la rentrée académique 2016-2017, le Groupe ESCO-IGES accorde du 21 novembre au 15 décembre 2016 une réduction exceptionnelle de 25% des frais de formation aux étudiants qui s'inscrivent en 1^{ère} année dans toutes les filières de formation.

Venez vite vous inscrire à ESCO-IGES du 21 novembre au 15 décembre 2016 et profitez de la réduction exceptionnelle de 25% sur les frais de formation.

ESCO-IGES : la performance, c'est l'Homme !



&



organisent

Sous le parrainage de Monsieur Damo Justin BARO

le 4^{ème} Séminaire international de formation sur

Les Concepts de la Finance Islamique

Du **14** au **16** décembre 2016
Ouagadougou - Burkina Faso

Info lines : +226 78 89 77 14 / +226 78 23 88 00 / +226 68 28 03 03